

Retard des pluies de la petite saison agricole dans des zones localisées retardant la saison 2021 A ; susceptible de prolonger la période de soudure

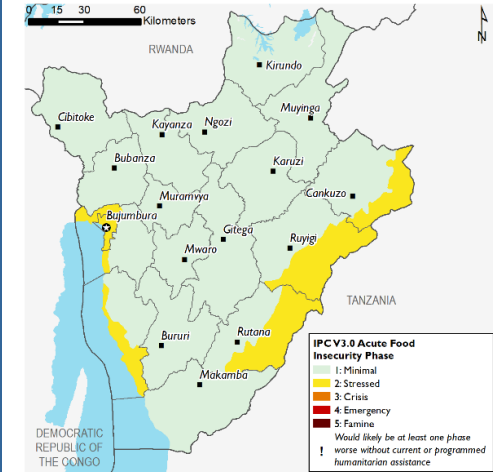
MESSAGES CLÉ

- Pour atténuer la propagation du COVID-19, les frontières restent fermées à la circulation des personnes, réduisant en effet les opportunités de revenus transfrontaliers et l'approvisionnement en aliments importés. Ceci, ajouté à des prix des denrées de base supérieurs à la moyenne, augmente la sévérité de la période de soudure d'octobre à décembre pour les ménages pauvres et très pauvres des zones de moyens d'existence de la Plaine de l'Imbo et des Dépressions de l'Est. Dans ces zones, une insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) sont attendus tout au long de la période de projection.

- La NOAA, USGS et ICPAC prévoient que les pluies de la petite saison d'octobre à décembre seront probablement proches de la moyenne nationale (90-110 pour cent), avec des zones localisées de précipitations légèrement inférieures à la moyenne (76-90 pour cent). Les pluies commencent généralement à la mi-septembre, mais le démarrage a été retardé jusqu'à la fin octobre de cette année et, jusqu'à présent, des précipitations inférieures à la moyenne ont été signalées dans les zones de basse altitude, en particulier dans la zone de moyens d'existence des Dépressions de l'Est. Le début tardif des courtes pluies de la troisième semaine d'octobre retarde les semis de la saison 2021 A de plus d'un mois.

- Au moins 20.000 rapatriés qui sont arrivés de la Tanzanie et du Rwanda entre mars et août n'ont pas pu mettre en place les cultures de la saison B 2020 alors qu'ils ont épuisé l'aide humanitaire de trois mois qu'ils reçoivent à leur arrivée. La plupart des rapatriés se trouvent dans la zone de moyens d'existence des Dépressions de l'Est. Sans leur propre production agricole et avec un accès limité aux sources de revenus, il est prévu qu'ils connaîtront du stress alimentaire (Phase 2 de l'IPC) tout au long de la période de projection. Les personnes déplacées dans la Plaine de l'Imbo, dont la plupart sont déplacées par les inondations et sont négativement affectées par les restrictions frontalières du COVID-19, sont passées de 50.000 à 25.000 depuis le début de la saison sèche. On prévoit que ces déplacés seront confrontés à l'insécurité alimentaire de stress (Phase 2 de l'IPC) tout au long de la période de projection. Parmi les 81.000 réfugiés congolais accueillis au Burundi, 50.000 bénéficient de l'aide humanitaire et sont en sécurité alimentaire ! (IPC Phase 1!). Les 31.000 autres réfugiés vivent dans les zones urbaines et sont probablement en stress alimentaire (Phase 2 de l'IPC).

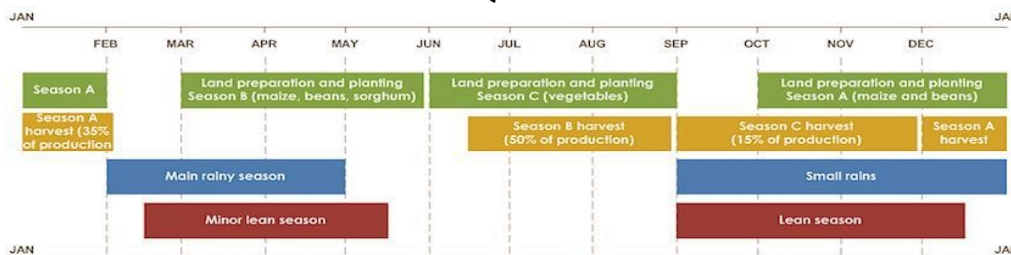
Résultats de la sécurité alimentaire, octobre 2020



Source : FEWS NET

La classification FEWS NET est IPC-compatible. L'analyse IPC-compatible suit les principaux protocoles IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux de la sécurité alimentaire.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source : FEWS NET

APERÇU NATIONAL

Situation actuelle

La sécurité alimentaire pour la période d'analyse est caractérisée par la période de soudure d'octobre à décembre/janvier, à la suite de l'épuisement des stocks de la saison B de 2020 mais atténuée par la production de la saison C de 2020, qui représente 15 pour cent de la production annuelle. Enfin, la mise en œuvre de la saison 2021 A débutera en octobre et sera récoltée en janvier et février, représentant 35% de la production annuelle.

Les précipitations : Les précipitations de la saison 2021 A (petite saison des pluies) ont commencé normalement à la mi-septembre dans les zones de haute altitude. Cependant, un retard pluviométrique de près d'un mois a été observé dans les zones de moyennes et de basses altitudes des Dépressions du Nord, des Plateaux Secs de l'Est, de la Plaine de l'Imbo et des Dépressions de l'Est où les précipitations n'ont réellement commencé qu'à la dernière décade d'octobre.

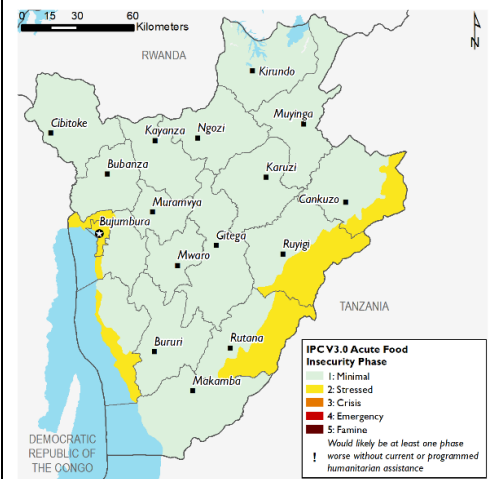
Les prix : Environ 60 pour cent de ménages ruraux auront épuisé leurs stocks alimentaires en octobre 2020 et l'accès à la nourriture dépendra fortement de l'accès au marché, comme cela est typique de la saison, bien que le pouvoir d'achat ait chuté avec la hausse des prix. Une forte dépendance des marchés se produira pendant une période de prix élevés. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 22% et 12% pour les haricots et le maïs, respectivement, entre juillet et septembre (figure 1), contribuant à une réduction saisonnière de l'accès alimentaire des ménages pauvres et très pauvres. En plus des augmentations saisonnières, les prix de septembre 2020 restent supérieurs de 6 à 25% à la moyenne quinquennale. Le maïs et le riz ont cependant bénéficié de conditions favorables, maintenant les prix aux niveaux de la moyenne quinquennale.

COVID-19 : Le Ministère de la Santé a confirmé 558 cas de COVID-19 à la fin octobre 2020. Une légère augmentation des nouveaux cas quotidiens a été signalée à la fin du mois de septembre, principalement les voyageurs en provenance des pays voisins. En conséquence, les frontières restent fermées à la circulation des personnes. Les fermetures de frontières continuent d'affecter négativement les approvisionnements du marché et les moyens de subsistance des ménages pauvres en réduisant les activités rémunératrices, en particulier dans les zones de moyens d'existence des Dépressions de l'Est, de la Plaine de l'Imbo et de Buragane.

Macroéconomie : Sur une période d'une année, le taux d'inflation a atteint 6,6% en septembre 2020, en grande partie à cause d'une augmentation de l'inflation des prix des denrées alimentaires, qui a atteint 11%. Le franc burundais a continué la dépréciation par rapport aux devises mondiales et monnaies régionales depuis le début de l'année, rendant ainsi les importations plus chères et incite les agriculteurs à essayer de vendre illicitement leur production dans les pays voisins comme la Tanzanie, ce qui aura des implications sur les approvisionnements alimentaires et les prix.

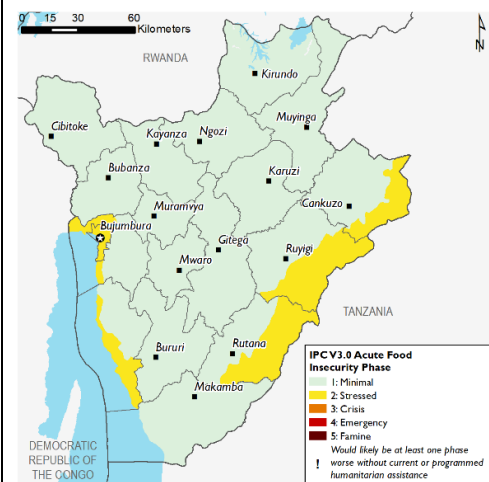
Les revenus : L'agriculture de subsistance est la principale source de revenus pour près de 88% des ménages au niveau national selon le FSMS/PAM de juillet 2020, alors que la main-d'œuvre agricole est une source de revenus particulièrement importante dans les zones de subsistance des Dépressions du Nord, Buragane, Plateaux Secs de l'Est et des Dépressions de l'Est (figure 2). Le bétail et le petit commerce sont également les principales sources de revenus des ménages ruraux. Selon le bulletin mVAM du PAM de septembre, le salaire journalier médian est estimé à 2.570 BIF et varie entre 2.000 BIF et 3.660 BIF à travers le pays. Les salaires sont plus élevés dans les zones urbaines et péri-urbaines comme la Plaine de l'Imbo et la

Résultats projetés de sécurité alimentaire, d'octobre 2020 à janvier 2021



Source : FEWS NET

Résultats projetés de sécurité alimentaire, février à mai 2021



Source : FEWS NET

La classification FEWS NET est IPC-compatible. L'analyse IPC-compatible suit les principaux protocoles IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux de la sécurité alimentaire.

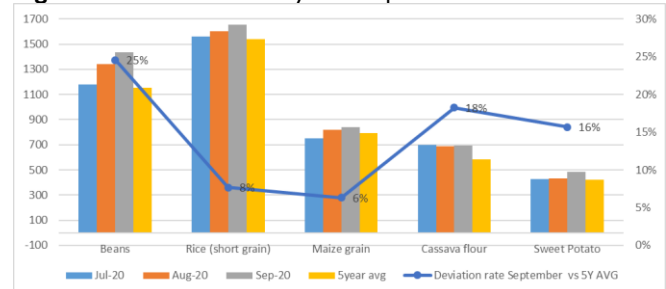
Crête Congo-Nil, et très bas dans les zones de subsistance des Dépressions du Nord et des Plateaux Secs de l'Est en raison de la population relativement élevée et de la rareté des terres cultivables. À l'échelle nationale, les possibilités de revenus sont proches de la moyenne ; cependant, les salaires du travail sont restés stables pendant près de trois ans tandis que les prix des denrées alimentaires ont augmenté, entraînant une dépréciation des termes de l'échange. Par exemple, de juin à août 2020, le salaire journalier moyen du travail a augmenté de 2,4%, tandis que les prix des haricots ont augmenté de 23% pendant la même période.

Transfer de fonds : Les envois de fonds de la diaspora burundaise, bien qu'ils ne représentent pas une part significative du PIB ou des revenus pour la plupart des ménages, continuent de baisser suite à la récente contraction de l'économie mondiale. La contribution au PIB a été estimée à un 1% en 2019 et est probablement tombée à presque zéro après que les envois de fonds aient diminué de 20 à 30% pendant la pandémie COVID-19 ([Banque mondiale](#)). Cela aura un impact sur les revenus des ménages pauvres qui dépendaient des envois de fonds et limitera leur pouvoir d'achat aussi longtemps que durera la pandémie COVID-19.

Aide humanitaire : Les partenaires humanitaires, dont le PAM, ont fourni une aide alimentaire d'urgence aux populations touchées par les chocs sécuritaires et climatiques et aux communautés ciblées : rapatriés, réfugiés et déplacés internes. L'aide standard distribuée aux trois groupes est de 360 grammes de céréales, 120 grammes de légumineuses, 25 grammes d'huile et 5 grammes de sel par personne et par jour, ce qui représente une ration presque complète.

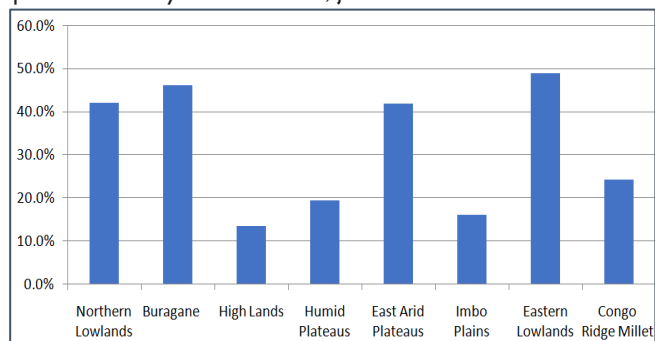
- Depuis juin 2020, près de 30.000 rapatriés sont arrivés dans le pays et ont reçu une aide au retour pendant trois mois.
- 50.000 réfugiés hébergés dans cinq camps de réfugiés bénéficient d'une ration mensuelle. Le paquet alimentaire du PAM est la principale source de nourriture et de revenus pour la plupart des réfugiés. Pour les produits alimentaires non fournis dans le paquet retour, comme les aliments gratuits pour les enfants de moins de deux ans, les réfugiés dépendent des achats sur le marché.
- Près de 150.000 victimes des aléas climatiques de mars-avril dans la Plaine de l'Imbo, et toutes les autres communautés en situation d'insécurité alimentaire aiguë, reçoivent une assistance jusqu'en décembre par le PAM avec un panier alimentaire mensuel.

Figure 1. Prix nationaux moyens des produits de base



Source: PAM / mVAM

Figure 2. Revenus des ménages issus de la main-d'œuvre agricole par zone de moyens d'existence, juillet 2020



Source: PAM

Sécurité : Malgré des incidents de sécurité localisés entre des groupes armés et les forces d'ordre en août et septembre dans la partie ouest du pays bordant la réserve naturelle de Kibira et le long de la frontière de la RDC, les rapports indiquent que ces incidents ont cessé et que les sources de nourriture et de revenus ne sont pas plus affectées en octobre.

Résultats actuels de la sécurité alimentaire et de la nutrition : Avec une relative bonne production agricole de la saison B de 2020, les résultats de la consommation alimentaire se sont améliorés en juillet 2020. Les données de l'évaluation de la sécurité alimentaire du PAM/FSMS de juillet 2020 ont indiqué que le score de consommation alimentaire (SCA) était acceptable pour 84,1% des ménages en juillet, tandis que le score de la faim des ménages (HHS) était favorable pour 83,1% (HHS = 0) au niveau national. Les résultats de la consommation alimentaire ont cependant été mis à mal dans les zones de moyens de subsistance des Dépressions de l'Est et de la Plaine de l'Imbo où le SCA était acceptable pour 68% et 75,1% respectivement. Le score de la faim des ménages (HHS) n'était favorable que pour 75,3% et 69,8% respectivement. L'évaluation du PAM/FSMS a également indiqué que 34% des ménages pratiquaient des stratégies de subsistance stressées, tandis que 16,3% ont développé des stratégies de subsistance de crise.

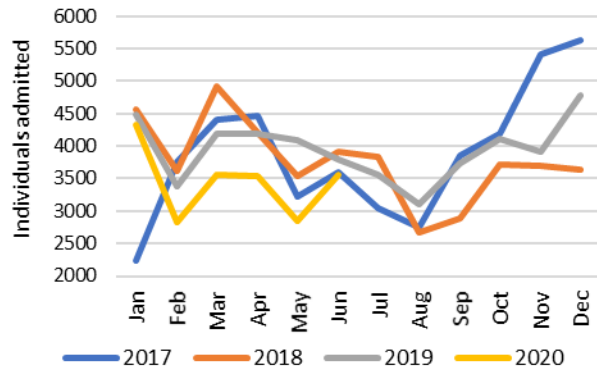
Quant à l'état nutritionnel, correspondant à la période de soudure saisonnière, des niveaux relativement plus élevés de malnutrition aiguë sont généralement observés entre octobre et décembre. Malgré cela, selon l'Enquête nutritionnelle

nationale, qui a utilisé la méthodologie SMART, la prévalence nationale de la malnutrition est restée entre acceptable (Malnutrition aiguë globale (GAM) <5 pour cent) et alerte (GAM 5-9,9%). Le nombre d'enfants admis pour la malnutrition aiguë entre janvier et juin 2020 (figure 3) montre des tendances saisonnières normales, mais le nombre total est inférieur à celui rapporté au cours de la même période depuis 2017, reflétant une situation nutritionnelle relativement meilleure en 2020.

Hypothèses

Entre octobre 2020 et mai 2021, les résultats projetés de sécurité alimentaire sont basés sur les hypothèses nationales suivantes:

Figure 3. Données d'admission, janvier 2017-juin 2020



Source: Ministère de la Santé

- Selon NOAA, USGS et [les prévisions saisonnières de l'ICPAC d'octobre à décembre](#), une performance pluviométrique proche de la moyenne (90-110 pour cent) est attendue au niveau national, avec des zones localisées de précipitations légèrement inférieures à la moyenne (76-90 pour cent). Alors que le Burundi reçoit en moyenne environ 500 mm pendant la petite saison des pluies, les précipitations légèrement inférieures à la moyenne prévues devraient encore être suffisantes pour la production de maïs, de haricots et de pâturages, en général, mais auront probablement un impact négatif sur la production de haricots et de maïs dans les zones de basse altitude comme les zones de subsistance des Dépressions du Nord, des Plateaux Secs de l'Est et des Dépressions de l'Est. Des précipitations inférieures à la moyenne sont également prévues de mars à mai 2021, mais l'humidité du sol due aux précipitations proches de la moyenne de novembre à janvier devrait réduire l'impact négatif sur les cultures de la saison 2021 B.
- **Production de la saison 2020 C :** La production agricole normale est anticipée pour la saison C 2020, pratiquée presque exclusivement dans les marais. De fortes précipitations entre février et avril 2020, 150 mm au-dessus de la moyenne, ont créé une humidité du sol favorable dans les marais pour une croissance et une maturation normale des plantes. La production agricole de la saison C représente environ 15 pour cent de la production agricole annuelle et fournit de la nourriture entre octobre et décembre à près de 60 pour cent des ménages ruraux.
- **Production de la saison 2021 A :** De septembre à février, les précipitations devraient être normales dans les zones de haute altitude, mais retardées de plus d'un mois dans les zones de basse altitude, retardant les semis des cultures pour la saison 2021 A, qui commence généralement à la mi-septembre et retardant par conséquent la récolte jusqu'en mars dans les zones de basse altitude. De plus, malgré les précipitations nationales généralement moyennes prévues, des précipitations inférieures à la moyenne sont prévues entre septembre et décembre 2020 dans les zones de basse altitude des Dépressions du Nord, des Plateaux arides de l'Est et des zones de subsistance des Dépressions de l'Est, ce qui affectera fortement les cultures de haricots car elles sont moins tolérantes aux déficits hydriques. Dans des conditions de précipitations similaires à celles de la saison 2021 A, [la production agricole de la saison 2017 A](#) a couvert 75 pour cent des besoins alimentaires de la population de janvier à mars. Au cours d'une année moyenne, la production de la saison a couvert environ 85 pour cent des besoins alimentaires sur la même période. Le déficit attendu sera probablement couvert par les importations de denrées alimentaires.
- **Plantation saison 2021 B :** La plantation retardée des cultures de la saison A, à l'échelle nationale, entraînera une réduction dans l'accès aux intrants et à la terre cultivable pour la mise en œuvre de la saison 2021 B en février et mars. Les cultures de la saison A continueront d'occuper les champs pendant la période de plantation typique de la saison B. Les semences de haricots de la saison B ne seront pas non plus disponibles car elles proviennent généralement des récoltes de la saison A.
- La tendance à la hausse des prix des denrées de base devrait se poursuivre d'octobre à février avec un pic attendu en janvier 2021. Tout au long de la période de projection, les prix du maïs et des haricots devraient rester environ 20% au-dessus de la moyenne quinquennale et des prix de l'année dernière. Alors que la demande pourrait augmenter en raison de la baisse prévue de la production agricole de la saison A, les importations informelles de Tanzanie étant limitées en raison de la fermeture de la frontière, l'offre devrait rester de 10 à 15% en dessous de la moyenne, ce qui fait grimper les prix. Avec une inflation actuellement de 6,6%, les importations alimentaires devraient rester inférieures à la normale

en raison de la baisse prévue de la production agricole régionale causée par des précipitations inférieures à la moyenne dans les pays voisins. Il y aura probablement des exportations illégales de denrées alimentaires vers la Tanzanie jusqu'en février 2021, malgré des mesures restrictives.

- La population réfugiée hébergée dans les camps devrait rester stable, autour de 50.000 personnes, en raison de la fermeture des frontières. Cette population continuera probablement de recevoir une aide alimentaire en nature tout au long de la période de projection. Les rapatriés sont attendus tout au long de la période de projection, avec environ 6.000 personnes arrivant par mois. Tous les rapatriés continueront probablement de recevoir des transferts en nature et en espèces tout au long de la période de projection. Alors que les inondations de la période pluvieuse précédente avaient entraîné, en partie, le déplacement de près de 50.000 personnes en avril 2020, les précipitations moyennes à inférieures à la moyenne attendues dans la zone de subsistance de la Plaine de l'Imbo tout au long de la période du scénario, pourraient entraîner une diminution du nombre des déplacés de 20 à 30%, en avril 2021, par rapport à l'année dernière.
- Alors que les cas positifs de COVID-19 au Burundi continuent d'être importés des pays voisins, on s'attend à ce que les frontières restent fermées jusqu'en décembre, ouverture probable début janvier. La fermeture des frontières continuera d'avoir un impact sur les moyens de subsistance, les approvisionnements du marché et les opportunités de revenus. Jusqu'en décembre, compte tenu des restrictions de mouvement, les opportunités de revenus diminueront de 20 à 40% par rapport à la normale pour les ménages pauvres et très pauvres des zones de subsistance de la Plaine de l'Imbo et des Dépressions de l'Est, les zones les plus touchées par la fermeture des frontières. Ces ménages pratiqueront le travail agricole au Burundi et gagneront des salaires inférieurs à ceux qu'ils auraient gagnés en cas d'absence to COVID-19. Dans les mêmes zones de moyens d'existence, la réduction du pouvoir d'achat affectera négativement la capacité des ménages à acheter des semences et des engrais, ce qui aura un impact significatif sur la production de la saison 2021 A des ménages pauvres.
- En raison des restrictions de mouvement du COVID-19, les envois de fonds de la RDC, la Tanzanie, du Kenya, de l'Ouganda et de l'Afrique du Sud devraient réduire de 30 à 50% par rapport aux niveaux habituels jusqu'en décembre. La dépréciation du BIF décourage ceux qui désirent envoyer de l'argent via des services électroniques et préfère au contraire attendre pour envoyer via les voyageurs. À partir de janvier 2021, sur la base de l'hypothèse que les frontières rouvriront jusqu'à la fin de la période de projection, les envois de fonds augmenteront par rapport à leur niveau actuel, mais resteront de 15 à 20% en dessous de la moyenne, car certains burundais hésiteront à traverser les frontières compte tenu du manque de certitude sur les opportunités de revenus dans les pays voisins, peut-être aussi à cause de la hausse des frais de voyage, ainsi que sur le fait qu'ils devront passer par des points de contrôle sanitaire.
- Les salaires de la main-d'œuvre agricole devraient rester stables entre 2.000 et 3.000 BIF par personne et par jour d'octobre à décembre 2020 en raison de la faiblesse des possibilités d'emploi. De janvier 2021 à la fin de la période de projection, l'accès aux opportunités de travail est susceptible d'augmenter avec la réouverture prévue de la frontière tanzanienne, à mesure que les personnes migrent pour trouver des opportunités de travail. Les vendeurs de main d'œuvre au Burundi pourraient exiger une augmentation des salaires compte tenu de la dévaluation du BIF et de la hausse des prix des biens et services. Par conséquent, une augmentation de 20 à 30% des salaires du travail est attendue.
- L'inflation des denrées alimentaires produites localement et importées devrait persister, augmentant de 5 à 10 pour cent tout au long de la période de projection. L'augmentation des prix des denrées alimentaires sera tirée par la production agricole prévue inférieure à la moyenne de la saison A et de la saison B, en particulier dans les zones de haute production des Dépressions de l'Est et du Nord, ainsi que par la diminution des importations alimentaires formelles et informelles. La diminution de la valeur du BIF par rapport au shilling tanzanien (TSH) est susceptible d'encourager les Burundais à vendre de la nourriture en Tanzanie, malgré les réglementations l'interdisant.

Résultats les plus probables en matière de sécurité alimentaire

Entre octobre 2020 et janvier 2021, la plupart des régions du Burundi devraient connaître une insécurité alimentaire minimale (Phase 1 de l'IPC), soutenus par un accès quasi normal à des sources typiques de nourriture et de revenus. Les exceptions sont les zones de moyens d'existence des Dépressions de l'Est et de la Plaine de l'Imbo, qui devraient faire face à une insécurité alimentaire de stress (Phase 2 de l'IPC) tout au long de la période projetée.

L'accès à la nourriture est stable parmi les ménages pauvres qui cultivent des cultures commerciales et des cultures vivrières des marais, représentant environ 60 pour cent de la population totale. Ces ménages sont en mesure de gagner un revenu pour acheter de la nourriture sur les marchés et pour soutenir l'accès aux intrants agricoles pour la mise en œuvre de la saison A 2020/21 en septembre/octobre. Les ménages pauvres et très pauvres auraient épuisé leur propre production plus tôt que la

période de soudure, en septembre et/ou octobre, mais pourront accéder aux revenus de la main-d'œuvre agricole pour les activités de labour de la saison 2021 A en septembre et octobre, mais aussi à partir d'autres opportunités de travail disponibles pendant la période comme la construction et les activités de cultures commerciales (désherbage, récolte, vente). Par conséquent, la plupart des ménages seraient en sécurité alimentaire minimale (Phase 1 de l'IPC).

Les ménages pauvres et très pauvres situés près des frontières dans la Plaines Imbo et des Dépressions de l'Est dépendent généralement des opportunités de travail en RDC et en Tanzanie, respectivement. Environ 25% de la population des Dépressions de l'Est gagne un revenu en traversant la frontière tanzanienne, tandis que 16% de la population de la Plaine de l'Imbo tire leur revenu des opportunités de travail en RDC et 30% tirent des revenus du petit commerce le long de la frontière. Ces opportunités de revenus ont été effectivement interdites depuis l'entrée en vigueur de la fermeture de la frontière en mars 2020. En plus de la fermeture de la frontière, des précipitations inférieures à la moyenne et le retard de la petite saison agricole affectent négativement les ménages pauvres et très pauvres qui dépendent de la main-d'œuvre agricole comme principale source de revenus. En outre, la période de soudure actuelle sera plus longue que la normale dans les zones de moyenne et basse altitudes, avec un retard d'un mois dans les semis pour la saison 2021 A et par conséquent un retard dans la maturation et la récolte des cultures dans ces zones.

Les ménages pauvres et très pauvres dépendent généralement des achats de nourriture pendant la période de soudure d'octobre à décembre. Les prix des denrées de base devraient rester au-dessus de la moyenne tout au long de la période de projection pour la plupart des denrées de base, ce qui réduit le pouvoir d'achat des ménages qui sont déjà confrontés à des revenus réduits et conduit à une insécurité alimentaire de niveau stress (Phase 2 de l'IPC) au niveau de la zone avec certains ménages susceptibles de connaître une insécurité alimentaire de crise (phase 3 de l'IPC).

L'assistance humanitaire devant se poursuivre à des niveaux normaux, la plupart des déplacés, des rapatriés et des réfugiés seraient en sécurité alimentaire ! (IPC Phase 1 !) tout au long de la période de projection.

Sur la base des données nutritionnelles antérieures, les taux de malnutrition aiguë au Burundi varient entre acceptable (Malnutrition aiguë globale (GAM) par poids-pour-taille z-score (WHZ) <5%) et alerte (GAM (WHZ) 5-9,9%). Les données sur l'admission d'enfants souffrant de malnutrition aiguë de janvier à juin 2020 montrent des tendances saisonnières normales, mais les chiffres totaux sont inférieurs à ceux rapportés au cours de la même période depuis 2017, reflétant une situation nutritionnelle relativement meilleure en 2020. L'accès à la nourriture diminuera probablement pendant la période de soudure d'octobre 2020 à janvier 2021 contribuant à l'augmentation de la malnutrition aiguë. Pendant cette période, davantage de provinces sont susceptibles d'avoir un niveau d'alerte (GAM (WHZ) 5-9,9%) de malnutrition aiguë. Cependant, les résultats nutritionnels devraient progressivement s'améliorer pour atteindre le niveau Acceptable (<5%) à partir de février 2021 dans de nombreuses provinces avec un accès accru à la nourriture après la récolte de la saison A.

Événements susceptibles de changer les hypothèses

Événements éventuels qui pourraient changer le scénario le plus probable au cours des huit prochains mois.

Zone	Un événement	Impact sur les résultats de la sécurité alimentaire
Nationale	Fortes pluies pendant la saison 2021 A et la saison 2021 B (novembre à mai 2021)	Bien que des précipitations inférieures à la moyenne à moyenne soient prévues, de fortes pluies pourraient se produire dans des zones localisées, entraînant des inondations dans les bas-fonds et le long des rivières. L'impact sur les actifs, les cultures et la sécurité alimentaire sera pire qu'à la fin de 2019 et au premier semestre de 2020. Le niveau d'eau du sol est déjà élevé en raison des fortes pluies et des inondations de la fin de 2019 à avril 2020. La pluie dépassera rapidement la capacité de rétention d'eau des sols. Cela se produira alors que les conséquences des inondations sur la destruction des récoltes et la sécurité alimentaire perdurent, en particulier dans de nombreuses localités de la zone de moyens d'existence de la Plaine de l'imbo. Surtout dans cette zone de moyens de subsistance, les cultures de la saison 2021 A seront détruites et entraîneront une augmentation de l'insécurité alimentaire avec des résultats probables en cas de crise (phase 3 de l'IPC). Cependant, des précipitations supérieures à la moyenne bénéficieraient des zones de basse altitude comme les zones de subsistance des Dépressions de l'Est, Dépressions du Nord, des Plateaux Secs de l'Est et de Buragane où les semis de la saison A 2021 ont été retardés d'un mois en raison de précipitations tardives.

Zone	Un événement	Impact sur les résultats de la sécurité alimentaire
Zones de moyens de subsistance Dépressions du Nord et de l'Est	Rapatriment important après une période post-électorale pacifique	Avec une sécurité accrue et une amélioration socio-économique à la suite de la transition pacifique vers le nouveau gouvernement, on s'attend à une augmentation du flux de rapatriement. Jusqu'en juin, le Burundi a accueilli les rapatriés de Tanzanie avec une moyenne mensuelle estimée à 2.500 rapatriés. Depuis septembre, le nombre moyen de rapatriés assistés a presque doublé car le gouvernement burundais, en collaboration avec celui du Rwanda et le HCR, a lancé le processus de rapatriement des réfugiés burundais au Rwanda. Cette forte augmentation du nombre de rapatriés augmenterait la pression sur les ressources alimentaires dans les zones longeant la frontière de novembre à mai. Ainsi, une sécurité alimentaire stressée ! (Phase 2 de l'IPC !) est prévisible parmi les rapatriés et, dans ce cas, un soutien logistique et humanitaire accru sera nécessaire à partir de novembre. Une assistance humanitaire alimentaire et non alimentaire (semences, abris) sera nécessaire pour ce groupe jusqu'en mai 2021 car pour ceux qui sont rentrés entre octobre 2020 et janvier, le plus tôt qu'ils pourraient récolter serait juin 2021.
Nationale	La limitation des mouvements liée au COVID-19 s'étend après la fin de 2020	Si les fermetures de frontières restent en place après janvier 2021, les ménages pauvres et très pauvres des zones frontalières, y compris les zones de subsistance de la Plaine de l'Imbo, des Dépressions de l'Est et de Buragane, qui dépendent de la main-d'œuvre et du petit commerce comme principales sources de revenus, et qui sont déjà projetés en insécurité alimentaire pendant la période de soudure actuelle d'octobre 2020 à janvier 2021, pourrait conduire ces populations à une insécurité alimentaire de crise (Phase 3 de l'IPC) tout au long de la période de projection.
Nationale	La chenille légionnaire d'automne	La chenille légionnaire d'automne (CLA) a attaqué le Burundi en 2016 et prospère en période de déficit pluviométrique. Une Etude de la FAO sur l'impact de la CLA, indique que une incidence estimée à 20% des champs de maïs et a entraîné une diminution de 7% par rapport à la récolte prévue, équivalant à 10.000 tonnes ou trois millions de dollars. Avec des précipitations inférieures à la moyenne attendues de novembre 2020 à février 2021, la CLA pourrait endommager les cultures de maïs des saisons 2021 A et 2021 B et entraîner insécurité alimentaire de stress (Phase 2 de l'IPC) pour les ménages pauvres et très pauvres qui cultivent du maïs dans les zones de moyens d'existence de la Plaine de l'Imbo, des Dépressions de l'Est et Nord.

ZONES DE PREOCCUPATION

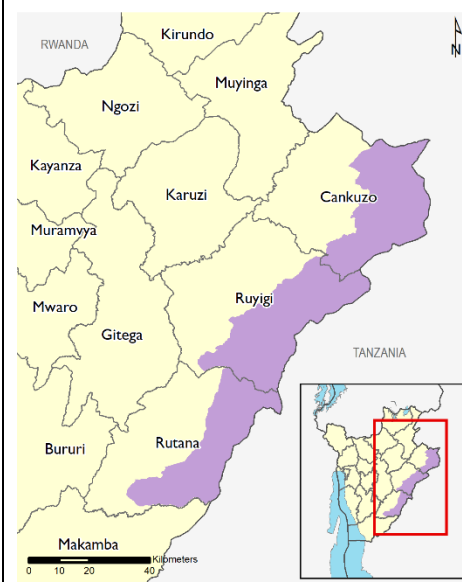
Zone de moyens d'existence des dépressions de l'Est

Situation actuelle

La zone de préoccupation est située le long de la frontière orientale du Burundi avec la Tanzanie et compte une population estimée à 741.313 habitants. La zone comprend la province de Cankuzo (communes de Mishiha, Gisagara et Cendajuru), la province de Ruyigi (communes de Gusuru, Kin'yinya et Nyabitsinda), la province de Rutana (communes de Giharo et Bukemba). L'analyse de scénario se concentre sur les ménages pauvres et très pauvres, une population d'environ 185.000 habitants, qui ont été affectés par les restrictions actuelles du COVID-19 aux frontières ainsi que par des précipitations retardées et attendues inférieures à la moyenne affectant la saison 2021 A. La principale source de revenus pour ces ménages, c'est le travail journalier de l'agriculture et la plupart d'entre eux dépendent des opportunités de travail en Tanzanie.

Le mois d'octobre coïncide avec le début de la petite saison agricole jusqu'en février. Il y a déjà un retard de près de cinq semaines et les pluies sont caractérisées par des volumes de précipitations déficitaires s'écartant de la normale. On s'attend à ce que les pluies tardives retardent les semis, prolongent la période de soudure et contribuent davantage à des sources de revenus inférieures à la moyenne pour les ménages pauvres qui devraient, à leur tour, se tourner vers la consommation de semences, ce qui les rendra moins

Figure 4. Carte de référence de la zone de préoccupation

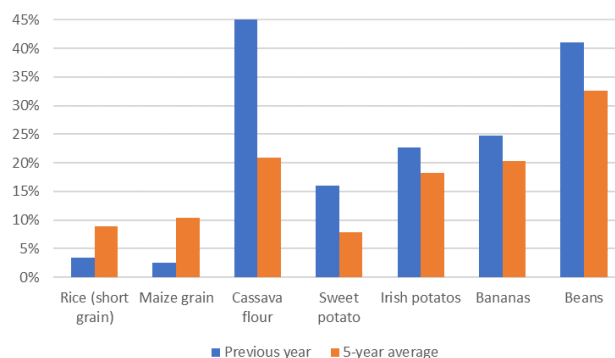


Source : FEWS NET

disponibles pour la mise en œuvre de la saison 2021 A. Des conditions pluviométriques similaires ont été observées lors de la saison 2017 A, lorsque plus de 45% pour cent des superficies plantées dans la zone de subsistance des Dépressions de l'Est ont été ensemencées avec un mois de retard, contre une moyenne nationale de 27%.

L'actuelle période de soudure est caractérisée par des augmentations des prix des denrées de base. En raison de la faible production saisonnière depuis août 2020, les prix des denrées alimentaires ont augmenté à l'échelle nationale par rapport à la moyenne quinquennale mais aussi par rapport aux prix de l'année dernière. Le prix moyen des haricots, de la farine de manioc et du maïs est nettement plus élevé en septembre 2020 que la moyenne quinquennale, 33, 22 et 18% respectivement (figure 5). Les prix du maïs affichent actuellement une tendance à la hausse sur les marchés. Par rapport à l'année précédente, les prix des denrées alimentaires de base ont augmenté de près de 40 et 35% par rapport à la moyenne quinquennale des haricots et du maïs, respectivement. Actuellement, les stocks de maïs sont très faibles, la production locale dans la zone de moyens d'existence est déjà épuisée. Ainsi, alors que lors de la dernière période de récolte, de janvier à février, la production saisonnière des Dépressions de l'Est approvisionnait les marchés urbains,

Figure 5. Écart des prix des aliments de base dans les Dépressions de l'Est



Source: PAM m / VAM

Si les Dépressions de l'Est sont approvisionnées par les importations tanzaniennes les années normales, elles sont moins attractives pour les commerçants exportant vers le Burundi compte tenu de la dépréciation du franc burundais par rapport au shilling tanzanien (TSH). En outre, alors que les importations formelles tanzaniennes sont réduites, les marchés sont généralement approvisionnés par des importations informelles en provenance de Tanzanie. Les importations informelles des petits commerçants sont également inférieures à la moyenne compte tenu de la fermeture des frontières comme mesure de contrôle du COVID-19, interdisant la circulation des personnes et donc la circulation des petits commerçants.

Par rapport au reste du pays, les ménages des Dépressions de l'Est ont des sources de revenus moins diversifiées; ils sont moins impliqués dans la culture de rente, moins de bétail inférieur à la moyenne, à l'exception de la volaille. Seuls 33% de la zone de moyens d'existence sont impliqués dans la production de cultures commerciales généralement des ménages nantis, principalement composés de production d'huile de palme encore moins performants, contre une moyenne nationale de 58% de la population impliquée dans la production du café, huile de palme, coton et thé. La zone de moyens d'existence des Dépressions de l'Est a connu une forte concentration de rapatriés ces derniers mois. Près de 20.000 rapatriés sont arrivés et ont reçu trois mois de rations alimentaires et en espèces. Cependant, près de 10.000 rapatriés auront encore une aide alimentaire en stock tandis que les 10.000 autres auront épuisé leur assistance en décembre, car ils sont arrivés après la mise en œuvre de la saison 2020 B. D'octobre à décembre, ils resteront sans aide humanitaire. L'assistance humanitaire du PAM est fournie aux 25.000 populations non déplacées en situation d'insécurité alimentaire pour couvrir la période d'octobre à décembre.

Dans la zone de moyens d'existence des Dépressions de l'Est, avec une saison atypique prévue, l'accès à la nourriture est susceptible de diminuer pendant la période de soudure d'octobre 2020 à janvier 2021, contribuant à la détérioration de la malnutrition aiguë. Pendant cette période, la zone est susceptible d'avoir un niveau d'alerte (GAM 5-9,9%) de malnutrition aiguë. Cependant, les résultats nutritionnels devraient progressivement s'améliorer pour atteindre un niveau acceptable (<5%) à partir de février 2021 dans la zone de moyens d'existence avec un accès accru à la nourriture après la récolte de la saison 2021 A de février à avril.

Hypothèses

Les précipitations : La précipitation nationale devrait être moyenne, malgré quelques pluies irrégulières en début de saison. Il y a une probabilité accrue de précipitations légèrement inférieures à la moyenne (76-90 pour cent) dans les Dépressions de l'Est où le début de la petite saison des pluies a été irrégulier et inférieur à la moyenne. Pendant la période projetée, de précipitations inférieures à la moyenne, **la zone de préoccupation sera la plus touchée** car il est situé à basse altitude (avec environ 1.400 mm de précipitation annuelle par rapport à la moyenne nationale de 1.700 mm). Les prévisions de précipitations de la NOAA et de l'USGS, confirmées par les **prévisions saisonnières de l'ICPAC**, indiquent que des précipitations inférieures à la moyenne sont attendues entre octobre et décembre 2020 et entre mars et mai 2021. Les précipitations inférieures à la moyenne et tardives prévues d'octobre à décembre 2020 affectent principalement la zone de préoccupation

affectant la période d'ensemencement et de croissance des cultures de la saison 2021 A. Des précipitations inférieures à la moyenne de mars à mai réduiront la production agricole de la saison 2021 B.

Agriculture :

- **Production de la saison 2021 A** : Le début tardif des courtes pluies a retardé d'un mois la mise en œuvre de la saison 2021 A. Par conséquent, la récolte, qui a normalement lieu en février, sera retardée d'un mois, prolongeant ainsi la période de soudure jusqu'en mars 2021. De plus, la pluviométrie moyenne inférieure prévue entre octobre à décembre 2020, affectera négativement la production agricole de la saison 2021 A. Les précipitations inférieures à la moyenne dans la zone de subsistance des Dépressions de l'Est affecteront le plus les cultures de haricots car elles sont moins tolérantes aux déficits hydriques. Dans des conditions de pluviométrie similaire, [la production de maïs de la saison A 2017 a diminué d'environ 25% et la production de haricots a diminué de près de 30% par rapport à la saison 2016 A.](#)
- **Plantation de la saison 2021 B** : La mise en œuvre retardée de la saison 2021 A entraînera une mise en œuvre stressante de la saison 2021 B en février et mars 2021. Les cultures de la saison A continueront leur croissance dans les champs pendant la période de plantation typique de la saison B. Les semences de haricots de la saison B ne seront pas non plus disponibles car elles proviennent généralement des cultures de la saison A.

Aide humanitaire : Le PAM, en collaboration avec ses partenaires d'exécution, pourrait fournir une aide alimentaire d'urgence à près de 300.000 bénéficiaires au niveau national, dont 25.000 à la population de la zone de préoccupation, avec près de 573,75 tonnes d'assistance en nature et environ un million de dollars US de transfert en espèces aux populations locales ciblées dans les communautés en situation d'insécurité alimentaire jusqu'en décembre. De février à mai 2021, alors que la population nécessitant une aide humanitaire pourrait augmenter, la hausse des prix consécutive à La Niña dans la région pourrait réduire les ressources financières disponibles et de plus réduire le nombre de bénéficiaires à atteindre ou la taille de la ration distribuée. Cela aura un impact sur la consommation alimentaire, en particulier pendant la période de soudure d'avril à mai.

Restrictions relatives au COVID-19 : La fermeture de frontières continuera d'avoir un impact sur les moyens de subsistance, les approvisionnements du marché et les revenus des ménages pauvres et très pauvres des Dépressions de l'Est. Alors que la disponibilité alimentaire dans la région est assurée par les importations en provenance de Tanzanie pendant la période de soudure, la limitation des mouvements de personnes réduit les flux commerciaux de produits alimentaires à travers les frontières. Les restrictions de mouvement de population empêcheront également 25% des ménages de la région, principalement composés de pauvres et de très pauvres, d'accéder à leurs activités de travail typiques en Tanzanie. La réduction du pouvoir d'achat qui en résultera affectera l'accès aux aliments du marché pendant la période de soudure d'octobre à décembre et la capacité d'acheter des semences et des engrais, ce qui aura un impact significatif sur la production de la saison 2021 A.

Le revenu : Au cours de la période du scénario d'octobre 2020 à janvier 2021, les ménages pauvres et très pauvres qui tiraient normalement des revenus d'activités de travail en Tanzanie (environ 25% de la population totale de la région) continueront d'être affectés par la fermeture de la frontière COVID-19. Les ménages devront recourir à la main-d'œuvre agricole locale, à la collecte de bois de chauffage et de charbon de bois et gagneront moins de revenus. Le retard des précipitations pour la mise en œuvre de la saison 2021 A continuera de réduire davantage les opportunités agricoles dans la région. Selon les informateurs clés, les pertes de revenus sont estimées entre 30 et 50% par rapport à une année typique. Les frontières devant rouvrir début janvier 2021, une lente augmentation de l'accès à l'activité de main-d'œuvre transfrontalière est attendue entre février et mai 2021, mais sera une timide reprise car les gens voudront confirmer les opportunités de revenus, les frais de voyage et les points de contrôle sanitaire avant de traverser la frontière. Cela permettra une légère amélioration des revenus de la population concernée.

Transfert de fonds : Jusqu'en décembre 2020, la fermeture des frontières à la circulation des personnes continuera d'affecter considérablement les envois de fonds, généralement envoyés via ceux qui traversent la frontière. Les envois de fonds devraient s'améliorer lentement à partir de janvier 2021. Si la frontière réouvre d'ici janvier 2021 aux mouvements de personnes, les opportunités de revenus pourraient augmenter de 20 à 30%, mais pendant la période de projection, les envois de fonds devraient rester 15% inférieurs à la moyenne en raison d'une lente reprise des activités transfrontalières normales, selon les informateurs clés.

Les opportunités de travail et taux de salaire : La rémunération de la main-d'œuvre agricole devrait rester stable à 2.500 BIF par personne et par jour d'octobre à décembre 2020 en raison de la faiblesse des opportunités d'emploi. De janvier 2021, date à laquelle les frontières devraient réouvrir, les opportunités de revenus en Tanzanie augmenteront mais resteront inférieures à la moyenne. On s'attend également à ce que les ménages qui dépendent généralement de sources de revenus transfrontalières hésitent à se réengager compte tenu de leur incertitude quant aux perspectives et aux coûts de franchissement de la frontière.

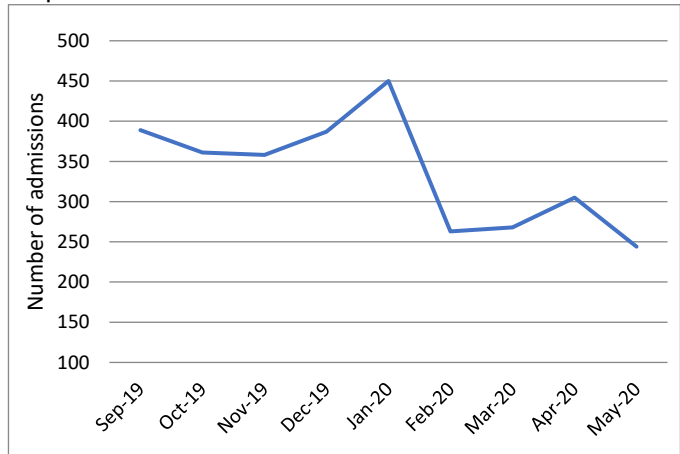
Macroéconomie : L'inflation des prix des denrées alimentaires produites localement ou importées devrait persister, augmentant de 5 à 10% tout au long de la période de projection. Des augmentations des prix des denrées alimentaires sont attendues en raison d'une disponibilité alimentaire inférieure à la moyenne prévue au cours de la période projetée en raison de la production agricole inférieure à la moyenne de la saison 2021 A et de la saison 2021 B dans les zones de moyens d'existence des dépressions de l'Est et du Nord, ainsi que de la diminution des importations alimentaires formelles et informelles. La dépréciation du BIF et les limitations aux frontières dues au COVID-19 limitent considérablement les importations alimentaires avec la Tanzanie et la RDC.

Nutrition : Sur la base d'une enquête SMART 2019, le niveau de malnutrition aiguë dans la région est de 5,9%, variant entre GAM acceptable (<5%) et alerte (GAM 5 à 9,9%). Les données sur l'admission d'enfants souffrant de malnutrition aiguë de janvier à juin 2020 montrent des tendances saisonnières normales, mais les nombres totaux sont inférieurs à ceux rapportés au cours de la même période depuis 2017, reflétant une situation nutritionnelle relativement meilleure en 2020, qui peut être déduite de la zone de préoccupations avec la même proportion (figure 6). Dans les Dépressions de l'Est, l'accès à la nourriture devrait normalement diminuer pendant la période de soudure d'octobre 2020 à janvier 2021, contribuant à la détérioration de la malnutrition aiguë. Pendant cette période, la zone est susceptible d'avoir un niveau d'alerte (GAM 5-9,9 pour cent) de malnutrition aiguë. Cependant, les résultats nutritionnels devraient progressivement s'améliorer pour atteindre un niveau acceptable (<5 pour cent) à partir de février 2021 dans la zone de moyens d'existence avec un accès accru à la nourriture après la récolte de la saison A 2021, de février à avril.

Prix des aliments de base : Les prix du haricot et du maïs augmenteront de façon saisonnière d'octobre 2020 à janvier 2021, la période de soudure, avec un pic attendu en décembre et janvier. Les prix diminueront ensuite jusqu'en février avec la récolte de la saison A. Les prix du maïs augmenteront de manière saisonnière de février à avril et les prix des haricots diminueront en mars. Tout au long de la période de projection, les prix du maïs et des haricots resteront environ 20% au-dessus de la moyenne quinquennale et de l'année précédente (figure 7-8). Bien que la demande puisse augmenter en raison de la diminution prévue de la production agricole de la saison 2021 A, l'offre devrait être de 10 à 20% inférieure à la moyenne. Cette dynamique exercera une pression à la hausse sur les prix. Avec une inflation progressive actuellement de 6,6%, les importations alimentaires devraient rester inférieures en raison d'une baisse prévue de la production agricole régionale causée par des précipitations inférieures à la moyenne.

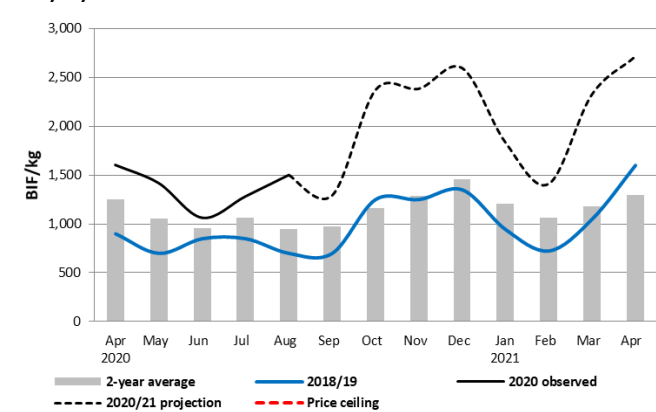
Aide humanitaire : Le PAM aidera environ 25 000 bénéficiaires confrontés à une insécurité alimentaire aiguë dans la province de Ruyigi pendant trois mois en octobre, novembre et décembre. Chaque bénéficiaire recevra 360 g de maïs, 120 de haricot, 25 g d'huile, 5 grammes de sel, le tout par personne et par jour pendant 15 jours par mois.

Figure 6. Tendence des admissions pour la malnutrition, Dépressions de l'Est



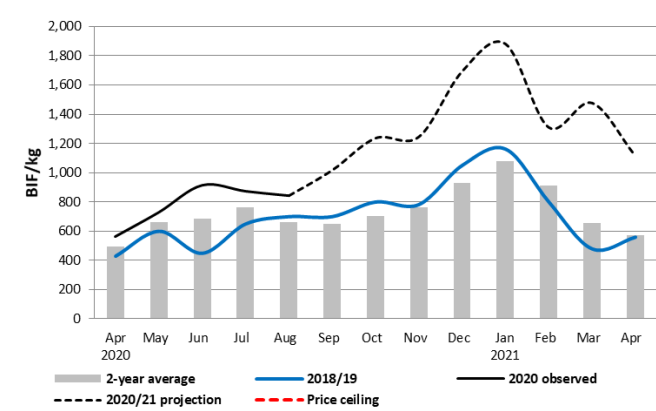
Source : Ministère de la Santé

Figure 7. Projection des prix des haricots, marché de Kinyinya



Source : PAM m / VAM

Figure 8. Projection des prix du maïs, marché de Kinyinya



Source : PAM m / VAM

Résultats les plus probables en matière de sécurité alimentaire

Entre octobre 2020 et janvier 2021, les ménages dépendront largement des achats du marché pour accéder à la nourriture, car cette période coïncide avec la période de soudure. Les écarts de consommation alimentaire sont probables parmi les ménages pauvres, en raison d'un manque de stocks issue d'une production localisée inférieure à la normale de la saison 2020 B, d'opportunités de main-d'œuvre inférieures à la moyenne pour la saison 2021 A et de prix supérieurs à la moyenne. Malgré ces conditions, les ménages pauvres pourront atteindre une consommation minimale, mais ne pourront pas accéder aux articles non alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation. Les indicateurs nutritionnels pendant cette période devraient baisser par rapport aux mois précédents, mais être probablement au-dessus de la moyenne. Par conséquent, les ménages devraient connaître une insécurité alimentaire de stress (Phase 2 de l'IPC), certains ménages ruraux monoparentaux connaissant une insécurité alimentaire de crise (Phase 3 de l'IPC).

Les ménages pauvres et très pauvres devraient légèrement améliorer leur consommation alimentaire en mars 2021 par les récoltes de la saison 2021 A et à l'amélioration attendue des revenus transfrontaliers si les frontières rouvraient d'ici janvier 2021. La plupart des ménages pauvres resteront en difficulté (Phase 2 de l'IPC), tandis que certains amélioreront leur accès à la nourriture et se trouveront dans une sécurité alimentaire acceptable (IPC Phase 1). En janvier et février 2021, les ménages seront occupés à la mise en place de la saison 2021 B. La légère amélioration de l'accès à la nourriture à partir de la récolte de la saison 2021 A et l'amélioration de l'accès aux opportunités de revenus grâce à la réouverture des frontières et des opportunités de travail permettront la mise en œuvre de la saison 2021 B entre février et mars 2021. La plupart des ménages pauvres auront, à la limite, une consommation alimentaire acceptable mais ne pourront pas acheter certains articles non essentiels.

Événements susceptibles de changer les perspectives

Possibles événements qui pourraient changer le scénario le plus probable au cours des huit prochains mois, en plus des événements identifiés pour cette zone de préoccupation et d'autres.

Zone	Un événement	Impact sur les résultats de la sécurité alimentaire
Sujet de préoccupation	Rapatriement important après une période post-électorale pacifique	Parmi les 410.000 réfugiés burundais dans les pays voisins, 54% sont hébergés dans des camps de réfugiés tanzaniens. La plupart de ces réfugiés en Tanzanie sont originaires de la zone de moyens d'existence des Dépressions de l'Est. Si un grand nombre revenait après la réouverture de la frontière en janvier, les Dépressions de l'Est pourraient subir une pression sur les ressources alimentaires de janvier à mai. Après avoir épuisé le paquet humanitaire de retour de trois mois et incapable de semer la saison 2021 A, cette population augmentera en situation de stress (phase 2 de l'IPC) et de crise (phase 3 de l'IPC).
Sujet de préoccupation	Maintien des restrictions COVID-19 jusqu'en mars 2021	Si les fermetures de frontières restent en place jusqu'en mars 2021, les ménages pauvres et très pauvres de la zone concernée seront affectés de trois manières principales : perte d'opportunités de travail transfrontalier en tant que ressources de revenu, mais aussi diminution des superficies de culture agricole. Normalement, lorsque les personnes travaillent pour les Tanzaniens comme travailleurs agricoles, ils travaillent une partie de la journée et, le reste de la journée, ils cultivent des parcelles louées pour leurs récoltes personnelles. La perte de cette opportunité affecte les ressources du revenu familial, mais affecte également l'accès à la nourriture provenant de la production agricole. Si les frontières restent fermées jusqu'en mars 2021, les ménages pauvres et très pauvres continueront de ne pas avoir accès aux sources de revenus et de nourriture typiques et un nombre accru de ménages connaîtront une insécurité alimentaire de Stress (IPC Phase 2) et de Crise (IPC phase 3) pendant la période de soudure d'avril 2021.

À PROPOS DU DÉVELOPPEMENT DE SCÉNARIO

Pour projeter les résultats de la sécurité alimentaire, FEWS NET développe un ensemble d'hypothèses sur les événements probables, leurs effets et les réponses probables de divers acteurs. FEWS NET analyse ces hypothèses dans le contexte des conditions actuelles et des moyens d'existence locaux pour arriver à un scénario le plus probable pour les huit mois à venir. [En savoir plus ici.](#)